

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 696 CM du 22 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du tourisme.

NOR : SCD0901113AG

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Hôtellerie

Section I - Dispositions communes

Article 1er.— Les programmes d'investissement présentés au titre de l'hôtellerie en application des articles LP. 922-1, LP. 922-11 et LP. 922-21 du code des impôts sont agréés en considération des critères tenant, d'une part, à leur intégration dans l'environnement et, d'autre part, à leur classement, au sens de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française.

Article 2.— Les programmes d'investissement présentés à l'agrément doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau comprenant :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ou de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des parties communes et le remplissage des piscines ;

- des dispositifs d'économie par contrôle du débit pour les chasses d'eau, la robinetterie sanitaire des chambres et les sanitaires publics notamment ;
- des dispositifs de suivi des consommations impliquant un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec, dans la mesure du possible, l'installation d'un dispositif de détection des fuites ;
- un état des consommations d'eau estimées sur une année d'exploitation normale.

Art. 3.— La recevabilité des demandes d'agrément est subordonnée au classement provisoire ou définitif des programmes d'investissement concernés par le service du tourisme, selon la nature des programmes.

Art. 4.— Sans préjudice de l'article LP. 914-4 du code des impôts, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness ;
- le coût des matériels de transport terrestre entrant dans le champ de la concurrence ;
- le coût des immobilisations corporelles neuves importées directement lorsqu'il n'est pas justifié de l'impossibilité de les faire fabriquer par des entreprises établies en Polynésie française ou de les acquérir auprès de ces dernières ;
- le coût du mobilier lorsqu'il n'est pas fabriqué par des entreprises établies en Polynésie française alors qu'il pourrait l'être à partir des mêmes matériaux ;
- le coût des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'établissement hôtelier ou qui n'ont pas de lien direct avec l'exploitation, tels que boutiques, locations de véhicules ou centres de loisirs ;
- le coût des bâtiments dédiés au logement du personnel, sauf lorsqu'il est justifié de l'isolement géographique de l'établissement hôtelier.

Art. 5.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international.

Elle doit présenter au service des contributions le classement définitif de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international dans les six mois suivant l'obtention de l'autorisation de l'ouverture au public.

Art. 6.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-32 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 7.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-32 dudit code.

Section II - Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 8.— Les programmes de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir des ensembles homogènes d'équipements collectifs et d'unités d'hébergement meublées, disposées en structures collectives ou pavillonnaires, offertes en location à une clientèle touristique qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois et qui n'y élit pas domicile.

Paragraphe II - Taux du crédit d'impôt

Art. 9.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Section III - Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 10.— Les programmes d'agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant, pour au moins 50 % du montant total du programme d'investissement, la construction d'unités supplémentaires dédiées à l'hébergement.

En sus des unités d'hébergement, ces programmes peuvent prévoir la construction ou la reconstruction d'immeubles dédiés aux services généraux de l'établissement prévus à l'article 15 de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses d'agrandissement doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

Paragraphe II - Taux du crédit d'impôt

Art. 11.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Section IV - Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 12.— Les programmes de rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant soit la réfection extérieure et intérieure des immeubles existants, soit la mise aux normes de l'établissement en matière de sécurité, soit encore de nouveaux agencements et réorganisations de l'établissement de manière à lui conférer des étoiles supplémentaires dans le classement prévu par la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses de rénovation doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

Paragraphe II - Taux du crédit d'impôt

Art. 13.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Chapitre II - Golf international

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 14.— Les programmes de réalisation de golfs internationaux présentés en application de l'article LP. 922-41 du code des impôts, sont agréés en considération de critères tenant notamment au respect des normes suivantes :

- nombre de trous : 18 ;
- superficie minimale du parcours : 40 hectares ;
- longueur minimale du parcours ;
- départs hommes arrières : 6 200 mètres ;
- départs femmes arrières : 4 700 mètres ;
- 4 départs par trou au minimum ;
- surface minimale d'un green : 500 mètres carrés ;
- practice et putting green attenants ;
- installation d'arrosage intégrée ;
- réalisation par un architecte agréé par des instances internationales du golf.

Les programmes doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau incluant des mesures de protection des sols et des nappes et lentilles d'eau douce présentes sous l'implantation des parcours (mesures d'utilisation raisonnée de pesticides et engrais ou absence d'utilisation, choix de la variété du gazon, contrôle régulier de la pollution des sols, de la qualité des eaux de surface ou souterraines...permettant de respecter les prescriptions sanitaires de l'OMS en la matière). Ce plan de gestion est établi sur la base des éléments suivants qui doivent figurer dans la description du programme et dont la réalisation doit être justifiée par tout

moyen auprès des services du ministère en charge de l'environnement :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie, de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts ;
- des dispositifs d'économie par contrôle du débit : arrosages programmés aux heures les moins chaudes, dispositif d'arrêt automatique, dispositif d'arrosage à débit modéré... ;
- des dispositifs de suivi des consommations (compteurs), un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec dans la mesure du possible installation d'un dispositif de détection de fuites ;
- un état des consommations estimées sur une année d'exploitation normale.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 15.— L'assise foncière est prise en compte dans la base d'investissement éligible pour une valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières et à proportion d'une surface comprenant les dépendances indispensables et immédiates du parcours, le parcours lui-même, les aménagements sportifs annexes, ainsi que les immeubles, parkings et autres aménagements de nature immobilière directement nécessaire à l'exploitation du golf.

Toutefois, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts liés à l'aménagement des routes d'accès au golf ;
- les coûts des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'exploitant du golf.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 16.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 17.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du golf et notamment celle prévue par la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ou par tout texte venant la compléter ou s'y substituer.

Art. 18.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du golf adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-43 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 19.— Les enseignants doivent être titulaires des diplômes prévus en matière de golf par l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives.

Art. 20.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- au service des contributions, au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-43 dudit code ;
- auprès des services du ministère en charge de l'environnement, au plus tard le 31 janvier de chaque année jusqu'à la dixième année inclusivement, un rapport d'analyses récentes du taux de pesticides et engrais dans les sols ; les résultats sont évalués par référence aux normes sanitaires locales en vigueur sur l'usage des pesticides et sur la qualité des eaux de surface ou souterraines, ou à défaut aux normes sanitaires de l'organisation mondiale de la santé.

Chapitre III - Croisière

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 21.— Les programmes d'investissement présentés au titre de la croisière en application de l'article LP. 922-51 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs offrant aux passagers un nombre total de cabines compris entre 12 et 50 et destinés à effectuer exclusivement du transport de personnes dans le cadre de croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française, selon un ou plusieurs itinéraires agréés et une fréquence régulière.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 22.— La base d'investissement éligible comprend les frais de convoyage.

Sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness ;
- le coût des matériels de transport entrant dans le champ de la concurrence.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 23.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 24.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire.

Art. 25.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire de croisière adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-53 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 26.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-53 dudit code.

Chapitre IV - Charter nautique

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 27.— Les programmes d'investissement présentés au titre du charter nautique en application de l'article LP. 922-61 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs destinés exclusivement à être loués à la demande à une ou plusieurs personnes, éventuellement avec les services d'un équipage employé à son armement, pour une durée déterminée et sur des itinéraires pouvant varier.

Art. 28.— Chaque navire compris dans le programme d'investissement doit présenter les caractéristiques suivantes :

- minimum de 3 cabines proposées à la location ;
- prix de revient hors taxe au moins égal à 20 000 000 de F CFP.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 29.— La base d'investissement éligible comprend, le cas échéant, les frais de convoyage.

Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements destinés à des activités de loisirs annexes et de manière générale tous les matériels et équipements qui ne forment pas corps avec le navire, à l'exception des matériels de sécurité.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 30.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 31.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire au service des contributions, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de navigation charter, du

rapport de mise en service et du permis de navigation délivrés par les services compétents des affaires maritimes.

Art. 32.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des navires de charter nautique adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-64 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 33.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-64 dudit code.

Chapitre V - Pêche sportive

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 34.— Les programmes d'investissement présentés au titre de la pêche sportive en application de l'article LP. 922-71 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs destinés à la pêche sportive en haute mer. Les navires doivent disposer d'aménagements spéciaux pour la pêche sportive et être loués exclusivement à des fins commerciales de pêche sportive, pour des durées déterminées et avec les services d'un équipage.

Art. 35.— Chaque navire compris dans le programme doit présenter les caractéristiques suivantes :

- longueur hors tout au plus égale à 40 pieds ;
- prix de revient hors taxe au plus égal à 30 000 000 de F CFP.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 36.— La base d'investissement éligible comprend, le cas échéant, les frais de convoyage.

Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements de pêche et, de manière générale, les matériels et équipements qui ne forment pas corps avec le navire, à l'exception des matériels de sécurité.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 37.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 38.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire au service des contributions, dès l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de navigation charter, du rapport de mise en service

4 Juin 2009

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

et du permis de navigation délivrés par les services compétents des affaires maritimes.

Art. 39.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des navires de pêche adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-75 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 40.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-75 dudit code.

Chapitre VI - Plongée sous-marine

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 41.— Les centres de plongée sous-marine dont les programmes de création ou de rénovation sont susceptibles d'être agréés en application de l'article 922-81 du code des impôts, s'entendent de toute infrastructure immobilière construite ou rénovée sur le domaine public maritime en conformité avec la réglementation d'urbanisme et de domanialité en vigueur et aménagée de manière à ce que l'entreprise exploitante puisse proposer au public des prestations de plongée subaquatique de loisir.

L'agrément tient compte en priorité de la sécurité du public et, à cet effet, des dispositions prévues dans les programmes pour séparer physiquement les locaux recevant le public et ceux dédiés à des opérations à risques telles que le remplissage des bouteilles de plongée.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 42.— La base d'investissement éligible comprend :

- le coût des constructions immobilières (locaux commerciaux et techniques) destinées à l'accueil et à l'exploitation du centre de plongée ;
- les coûts des bateaux motorisés spécialement aménagés pour la plongée subaquatique de loisir et équipés des matériels de sécurité requis par la réglementation applicable.

Sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts des matériels de plongée non amortissables ;
- la valeur du terrain éventuellement compris dans le programme d'investissement ;
- les coûts d'aménagement du littoral tels que route d'accès et remblais.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 43.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 44.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du centre de plongée et notamment celle prévue par la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ou par tout texte venant la compléter ou s'y substituer.

Art. 45.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du centre de plongée adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-84 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 46.— Les enseignants doivent être titulaires des diplômes prévus en matière de plongée sous-marine par l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié.

Art. 47.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-84 dudit code.

Chapitre VII - Autres activités de loisirs

Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 48.— Les programmes d'investissement présentés au titre des autres activités de loisirs prévoient :

- la création de bases nautiques ou de centres balnéaires ou d'autres activités de loisirs complémentaires à une activité d'hébergement touristique ;
- l'équipement d'un site touristique naturel permettant d'en développer le caractère attractif.

Pour l'application du deuxième alinéa les centres balnéaires s'entendent de centres dédiés à la détente et aux soins du corps au moyen de bains (tels que "spa" et centre de thalassothérapie) et les autres activités de loisirs concernent des activités de services à vocation touristique.

Les prestations doivent être proposées, à titre prépondérant, à une clientèle touristique extérieure à l'île dans laquelle est situé le programme d'investissement.

Paragraphe II - Taux du crédit d'impôt

Art. 49.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 50.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 51.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-93 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 52.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-93 dudit code.

Titre II - Dispositions communes au secteur du tourisme

Art. 53.— Les coûts des engins de loisirs motorisés, générateurs de nuisances sonores, tels que notamment les quads et les jet-skis, sont exclus de la base d'investissement éligible.

Art. 54.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une étude d'impact sur les prix qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des services.

Art. 55.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 698 CM du 22 mai 2009 relatif à une dérogation exceptionnelle permettant de porter la durée quotidienne du travail à 12 heures au service d'assistance et de sécurité.

NOR : SAS0900793AG

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-007 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative à la durée du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— Par dérogation au 2^e alinéa de l'article 7 de la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée et relative à la durée du travail, la durée maximale quotidienne du travail est portée à douze (12) heures au service d'assistance et de sécurité.

Art. 2.— Cette dérogation est valable du 2 juin au 31 juillet 2009.

Art. 3.— Les représentants du personnel devront être informés des conditions réelles d'utilisation de la présente dérogation.

Art. 4.— Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2009.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.